

Résister à l'invasion musulmane

Dans un contexte inquiétant, l'extrême droite façonne et nourrit l'islamophobie, en exploitant l'idée selon laquelle l'Europe est assiégée par un 'autre' envahisseur islamique.

Chris Allen

Après la défaite de Norbert Hofer lors des élections présidentielles autrichiennes du 23 mai dernier, une sensation palpable de soulagement s'est répandue en Autriche et, de ce fait, en Europe en général. Alexander Van der Bellen – ancien leader des Verts – s'est imposé à Hofer avec une marge minimum, évitant ainsi que ce dernier ne devienne le premier chef d'État d'extrême droite de l'Union européenne. Bien qu'il ait perdu les élections, le Parti de la Liberté d'Autriche (FPÖ) d'extrême droite, dont Hofer était le candidat, ne s'est pas montré excessivement découragé. Il a obtenu la majorité des suffrages dans plus d'états fédéraux que les Verts, et c'est le vote par correspondance qui a été l'élément clé de sa défaite avec une différence de quelques milliers de voix tout au plus. Par conséquent, le FPÖ pense se trouver sur le droit chemin vers la victoire lors des prochaines élections parlementaires, prévues dans peu d'années. Le parti est aussi convaincu du fait que sa campagne sur la question de « l'invasion musulmane » – campagne développée par Hofer – va trouver de plus en plus d'écho parmi les citoyens.

La résonance de ce message est loin d'être exclusive de l'Autriche. Ces 15 dernières années, l'idée s'est accrue dans d'autres pays comme la Pologne, l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, le Norvège et la Suède selon laquelle l'Europe est en train d'être « envahie » par les musulmans et que l'islam a gagné du terrain. En se référant systématiquement à l'émigration massive qui a eu lieu depuis la Seconde Guerre mondiale, ceux qui cherchent des « évidences » contemporaines montrent du doigt l'actuelle crise des réfugiés syriens et la supposée « islamisation » de diverses villes européennes pour convaincre un nombre de plus en plus grand de gens de la réalité de cette invasion et, ce qui est plus inquiétant, de la nécessité de résister. Le raisonnement est le suivant : une fois installés et établis en Europe, les musulmans se proposent de détruire les pays qui leur ont supposément offert généreusement de les accueillir (Chris Allen, *Huffington Post*, 29 janvier 2016). C'est là l'argumentation qui a motivé le norvégien Anders Breivik qui, peu avant de tuer huit personnes avec une bombe à Oslo et 69 autres dans un camp d'été sur l'île d'Utoya, a publié sur le Net un manifeste justifiant ses ac-

tions du fait de la nécessité de résister à l'invasion islamique de l'Europe afin de protéger son identité, sa culture et ses valeurs. Il n'est pas le seul à avoir fait appel à ce genre de justifications pour ses actions. C'est aussi ce qu'ont fait, parmi d'autres, le groupe allemand Clandestinité Nationale Socialiste et le groupe suédois Peter Mangs.

Cependant, la peur qui dérive logiquement des attentats terroristes de Paris et de Bruxelles, ainsi que des précédents attentats de Londres et de Madrid, constitue le véritable catalyseur ayant provoqué qu'un nombre croissant d'Européens, non seulement soient devenus plus réceptifs aux messages et à l'idéologie de l'extrême droite, mais que, phénomène d'une certaine façon sans précédents, ils votent aussi pour eux. En réponse, les groupes d'extrême droite ont adopté une rhétorique beaucoup plus explicite sur la menace réelle que supposent, selon eux, les musulmans et l'islam, tandis qu'ils s'écartent des idéologies historiques traditionnelles centrées sur les juifs et le judaïsme. Nous assistons ainsi à une prolifération de partis d'extrême droite et d'acteurs utilisant un langage que l'on peut qualifier en toute justice d'islamophobe.

D'une certaine façon, cela n'est pas surprenant. Dans le contexte européen actuel, les musulmans et l'islam constituent le collectif le plus résistant à l'acculturation de tous les groupes qui vivent à l'intérieur des frontières du continent qui s'étendent de façon permanente. On les considère comme une menace sociale, politique, économique et culturelle. Dans leur livre *Framing Muslims: stereotyping and representation after 9/11* (2011), Peter Morey et Amina Yaquin sont d'avis que derrière cette perception se cache l'idée selon laquelle les musulmans constituent un « autre » homogène formé par des individus impossibles à distinguer les uns des autres, qui se comportent comme des automates, incapables de penser et d'agir avec indépendance, et que l'on peut enhardir facilement pour qu'ils répondent violemment à tout ce qui défie la vision du monde monolithique et immuable de l'islam. Pour poursuivre la métaphore, l'« autre » musulman présente aussi la capacité de contaminer. Par conséquent, le danger qu'ils supposent est considéré comme réel, constant et, parfois, apocalyptique. En plus de les percevoir comme un « autre »

qui menace de dévorer l'Europe en tant qu'entité géographique, on juge que c'est cela même qu'ils se proposent de faire avec les valeurs, les démocraties, les identités et l'héritage judéo-chrétien de l'Europe.

À son tour, ceci nourrit un autre message islamophobe de l'extrême droite. Selon les paroles de Jean-Marie Le Pen, ancien leader du Front national français, « quand une chèvre naît dans une écurie, ce n'est pas pour cela qu'elle devient un cheval » (Aurelien Mondon, *The Independent*, 27 septembre 2012). En d'autres mots, les musulmans ne seront jamais de véritables Européens quoi- qu'ils obtiennent la nationalité à leur naissance. Dans le contexte adéquat, l'extrême droite a fait un usage séducteur de ce genre de rhétorique. Prenons le cas du Parti national britannique (BNP). Afin d'améliorer ses résultats électoraux, la formation s'est tournée vers les communautés blanches de la classe des travailleurs habitant dans des zones socialement et économiquement très défavorisées avec des communautés musulmanes importantes. En utilisant des slogans électoraux tels que « Islam, hors de la Grande Bretagne ! » et « Référendum sur l'islam », le BNP combinait des messages sur l'« altérité » des musulmans dans le but de les rendre coupables de maux de la société dont pâtissent de nombreux électeurs blancs de la classe des travailleurs (Chris Allen, *Politics & Religion*, 2010). Nous en trouvons un exemple dans l'insinuation selon laquelle les budgets des gouvernements locaux étaient utilisés pour construire des mosquées au lieu de logements sociaux et d'écoles locales. La stratégie n'a pas seulement porté ses fruits lors des élections municipales convoquées entre 2007 et 2010, mais elle a eu aussi pour conséquence l'obtention de deux sièges lors des élections européennes de 2009 et un siège au Parlement à Londres. Nous assistons à des scènes similaires dans d'autres pays, comme le démontre le succès relatif d'Intérêt Flamand en Belgique et du Parti populaire danois au Danemark.

Certains indices montrent aussi que l'extrême droite a commencé à adopter une réponse paneuropéenne à « l'invasion » musulmane. À l'échelle nationale, on peut l'apprécier dans le fait que les réseaux de supporters de football ayant des liens avec l'extrême droite ont écarté la loyauté à leur équipe pour centrer leur attention sur les musulmans et l'islam. Au Royaume-Uni on a pu le voir au sujet de la Ligue de Défense anglaise, un mouvement de protestation contre le jihad surgi des hooligans du football qui, semble-t-il, préfèrent lutter contre « l'islamisation » de la Grande-Bretagne plutôt que de s'affronter entre eux (Chris Allen, *Patterns of Prejudice*, 2011). Au-delà du contexte national, et selon de récentes informations, il semble que les supporters russes et anglais veulent profiter du match entre ces deux pays qui aura lieu à Marseille dans le cadre de Coupe d'Europe 2016 pour « se venger » des communautés musulmanes de la ville (Anthony Bond, *The Mirror*, 23 mai 2016). Un autre exemple probablement plus stratégique et paneuropéen est celui du groupe allemand Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident (Pegida, selon les sigles en allemand). Sa manifestation à Dres-

de suite à l'attaque contre la revue *Charlie Hebdo* en janvier 2015 a attiré plus de 40 000 personnes, et Pegida est en train de développer de plus en plus une propagande où il se dépeint comme le principal acteur de la résistance européenne. En conséquence, il a récemment organisé des protestations en Belgique, au Danemark, en Norvège, en Espagne et en Suisse, ainsi qu'au Royaume-Uni.

Au-delà du fait qu'elles sont devenues de plus en plus attirantes pour les électeurs, et peut-être à conséquence de cela, les idéologies d'extrême droite se sont aussi infiltrées dans la politique conventionnelle (Humayan Ansari et Farid Hafez, *From the far-right to the mainstream: Islamophobia in party politics and the media*, 2012). Bien qu'habituellement cela se fasse de façon plus implicite, sur la scène politique prédominante certains se sont appropriés et ont utilisé publiquement les messages islamophobes. C'est le cas de la déclaration de l'ancien premier ministre italien, Silvio Berlusconi, qui a dit que Milan serait bientôt une « ville islamique ». De façon semblable, l'appel des Démocrates de Suède à limiter le « taux de natalité » des immigrants musulmans ressemblait beaucoup à ce que proposait l'extrême droite suédoise. On peut observer une modalité moins ouverte dans les commentaires du premier ministre hongrois, Viktor Orban. Au sujet de l'actuelle crise des réfugiés, Orban a fait allusion au fait que l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants musulmans en Europe fait partie d'un « plan directeur » (Chris Allen, Institut Australien des Affaires Internationales, 2016). Il y a lieu de penser que le « plan directeur » ressemble à ces idées d'« invasion » et « islamisation » que d'autres préfèrent.

Coïncidences entre gauche et extrême droite

Mais probablement, la convergence entre les opinions de certains membres de l'extrême gauche politique avec celles de ceux qui se situent à l'extrême droite constitue l'élément le plus inquiétant. Les idées de Pim Fortuyn, qui s'auto-déclare « socialiste », en sont un clair exemple. Après avoir créé le parti hollandais Liste Pim Fortuyn, il a obtenu un succès politique sans précédents en s'appuyant sur des théories qui mettent en relief l'incompatibilité des musulmans et de l'islam avec le mode de vie libéral qu'il considère définit la Hollande (Chris Allen, *Islamophobia*, 2010). Nous en retrouvons un exemple plus récent dans le mouvement citoyen français Résistance Républicaine qui s'est manifesté dans les rues de Paris en 2013 en portant des pancartes avec des messages tels que « Islam, hors du Louvre ! » ou « Non à l'islamisation de l'Alsace-Lorraine ». En se basant spécifiquement sur la supposée incompatibilité des musulmans avec les valeurs laïques françaises et l'égalité de genre, Pitt (*Labour Briefing*, 2013) affirme que derrière ce mouvement se trouvent des gens liés à des groupes de gauche, dont le Mouvement républicain et citoyen et la Ligue communiste révolutionnaire. Il a peu de doutes que, en ce qui concerne les musulmans et l'islam, il a eu au moins certaines coïncidences entre la gauche et l'extrême droite.

L'extrême droite européenne et son idéologie islamophobe en particulier, de plus en plus fluide et réfléchie, n'a pas seulement estompé grand nombre des limites qui les avaient freinés historiquement, mais, ces derniers temps, elle les a esquivées avec succès. Ainsi, ces éléments ont réussi à attirer les citoyens communs de tout le spectre européen et politique. C'est là la plus grande réussite de l'extrême droite dans l'Europe d'aujourd'hui. Le contexte français permet de l'illustrer. Lors des élections européennes de 2014, le Front national a obtenu près d'un quart des voix ; il n'y a qu'à Paris et dans l'ouest de la France qu'il n'ait pas augmenté son pourcentage. Le message de son leader, Marine Le Pen (fille de Jean Marie, l'ancien dirigeant), était clair : les musulmans et l'islam vont continuer à constituer un problème et une menace jusqu'à ce que l'« autre » musulman devienne plus « nous » (Aurelien Mondon, *op. cit.*). C'était là son message politique, que l'on peut aussi percevoir dans le domaine social et culturel. Ainsi, depuis 2014, les débats sur le rôle des musulmans en France sont une caractéristique récurrente des émissions d'actualité des médias. Et ce qui est plus inquiétant, c'est qu'il s'est produit un accroissement des attaques islamophobes dans les rues, qui ont augmenté de façon spectaculaire après les attentats de janvier et de novembre 2015 à Paris. Ce n'est pas non plus par hasard si deux des livres les plus lus et débattus sont le roman de Houellebecq, *Soumission* (2015), où il imagine une France gouvernée par un parti politique musulman, et *Le suicide français* (2014) de Eric Zemmour un ouvrage de non fiction qui remet en cause l'impact de l'immigration musulmane en France.

Bilefsky et Fisher (*The New York Times*, 11 octobre 2006) suggèrent que dans le climat européen actuel, on a croisé une ligne invisible en ce qui concerne les musulmans et l'islam. À mon avis, comme je le signale dans *Islamophobia*, ceci n'a pas seulement un impact social, politique et culturel significatif, mais nourrit aussi une islamophobie idéologique. Ceci est important, car l'islamophobie imprègne la façon dont nous pensons, parlons et écrivons actuellement sur les musulmans et l'islam ; la façon dont nous les percevons, les concevons et, par conséquent, nous nous référons à eux, ainsi que la façon dont nous les incluons et les excluons aussi. Raison pour laquelle on ne peut pas continuer à considérer l'islamophobie – comme nous ne pouvons pas non plus continuer à considérer les musulmans et l'islam – comme quelque chose que l'on peut expédier ou reléguer aux marges de la société européenne. Que ce soit dans un contexte social, politique ou économique, actuellement l'islamophobie définit et donne un sens à ceux et ce que l'on considère et, plus important encore, ce que l'on comprend par musulman et islam. Les espaces politiques sont l'une des voies principales pour ce genre de choses, et ces espaces sont de plus en plus influencés et nourris par l'extrême droite. Je soutiens (*Poli-*



Manifestation organisée par Pegida à Anvers, Belgique.
23 avril 2016./ LUC CLAESSEN/AFP/GETTY IMAGES

tics and Religion, 2010), que ces espaces offrent un conduit à travers lequel la signification et la connaissance de certains groupes pénètrent dans les idées et dans la façon de comprendre dominantes de la société et deviennent ainsi une partie normative de celles-ci.

Ainsi donc, même si après la défaite de Hofer aux élections autrichiennes on a ressenti un certain soulagement, le problème sous-jacent se trouve toujours au coin de la rue, car l'islamophobie européenne ne va pas disparaître. Du point de vue pessimiste, la crise des réfugiés syriens et l'attention politique au groupe État islamique, entre autres facteurs, signifie que la situation va continuer à se détériorer. Tandis que les pays d'Europe occidentale ont déjà ressenti l'impact du resurgir de l'extrême droite, le nombre croissant de réfugiés qui arrivent en Europe de l'Est peut constituer un bouillon de culture pour l'extrême droite dans ces pays-là aussi. S'il est probable que, dans un premier moment, ce sentiment prenne forme dans la rue, la possibilité qu'il nourrisse et transforme aussi rapidement la politique conventionnelle est bien réelle. Cependant, ce n'est pas seulement le grand nombre de réfugiés qui va donner un nouvel élan à cette extrême droite qui vient de renaître. Les attaques terroristes que continuent à perpétrer des musulmans d'origine européenne auront aussi des ramifications nocives. Si les politiciens conventionnels ne sont pas capables d'offrir une réponse appropriée, l'extrême droite attend non seulement pour exprimer son opposition, mais aussi pour remplir de façon opportuniste le vide politique si besoin. Avec cela, les voix de l'extrême droite vont continuer à exploiter l'idée selon laquelle l'Europe est assiégé par un « autre » envahisseur islamique auquel il faudra résister de plus en plus par tous les moyens nécessaires. Et ce scénario est fort inquiétant. ■